

POLEMIA

TV Libertés

« L'Invité du jour » du 18 juin 2015

**Hervé Juvin, économiste et essayiste,
auteur de**

« Le Mur de l'Ouest n'est pas tombé »



« Le Mur de l'Ouest n'est pas tombé »
de Hervé Juvin

TV Libertés

Reçoit le 18 juin 2015, à son émission « L'Invité du jour », Hervé Juvin, économiste et essayiste, auteur de « Le Mur de l'Ouest n'est pas tombé ». Il est interrogé par Elise Blaise.

(Durée : 33'20)

Transcription verbatim réalisée par Polémia.



Elise Blaise : *Notre invité ce soir c'est Hervé Juvin . Bonsoir, Monsieur. Vous êtes parmi nous pour nous présenter votre dernier ouvrage, Le Mur de l'Ouest n'est pas tombé, paru aux éditions Pierre Guillaume de Roux. Pour commencer, votre titre, évidemment, fait référence au Mur de Berlin qui, lui, est tombé en 1989. En quoi considérez-vous que cette disparition a rebattu les cartes du jeu mondial ?*

Hervé Juvin : La chute du Mur de Berlin est un des phénomènes totalement déterminants de la fin du XXe siècle et certainement aussi du début du XXIe siècle mais, si vous me permettez, Elise, nous sommes aujourd'hui le 18 juin, c'est un anniversaire, celui de l'Appel du 18 juin, et je dirais qu'en substance ce livre est un appel à l'indépendance.

Ce livre est un appel à l'indépendance de la France, à l'indépendance de l'Europe, parce qu'on a beaucoup cru en une France libre dans une Europe libre, et je ne suis pas certain, plus de trente ans après la chute du Mur de Berlin, que ce soit la situation à laquelle nous assistons. J'ai le sentiment que, bien sûr, nous ne sommes pas sous occupation militaire, bien sûr – et il faut s'en féliciter – l'Europe a connu la paix, bien sûr la France se croit libre de son destin, libre de ses choix et les Français libres de leur avenir. Je ne suis pas certain que ce soit le cas. J'observe que la chute du Mur de Berlin, en 1989, c'était la promesse de la paix permanente, c'était la promesse de la démocratie planétaire et puis, pour

certains, c'était tout simplement la fin de l'histoire : le régime libéral capitaliste allait s'instaurer partout dans le monde, partout dans le monde les hommes et les femmes allaient vivre en abandonnant toute idéologie et tout espoir politique sous la loi très simple du contrat, du marché et des droits de l'individu et, en d'autres termes, nous étions sur une autoroute, celle de la prospérité, celle de la croissance infinie et celle de la fin des conflits politiques.

Non seulement ce n'est pas la situation : l'histoire s'est remise en marche, mais *notre* situation actuelle, de la France et de l'Europe, n'est pas celle d'une France plus libre dans une Europe outil de sa liberté. Je constate que la majorité des lois adoptées en France ne sont pas d'initiative française : elles nous viennent de comités d'experts de sachants et de bien-pensants ; pour plus des deux tiers des lois appliquées en France, elles viennent de structures non démocratiques, européennes de façade, certes, mais dont beaucoup sont hantées par les lobbies américains.

J'observe un second élément tout à fait déterminant, c'est que dans ce que vous pensez, dans les mots, dans les systèmes, dans les repères qui habitent notre pensée, la pensée managériale, la pensée financière, la pensée politique aussi, à peu près tout aujourd'hui est d'importation nord-américaine. Nous sommes dominés par des idées coloniales qui ne viennent pas de nous.

Et puis le troisième élément – et je m'arrêterai là – l'hypercapitalisme financier tel qu'il sévit aujourd'hui, tel que, effectivement, il annonce la fin du politique, tel qu'effectivement il met hors jeu à peu près tous les débats politiques parce que c'est le contrat et le marché qui règnent, c'est l'avènement de l'individu absolu. Eh bien, cet hypercapitalisme financier ce n'est pas une invention européenne ; je dirais même qu'il est très profondément étranger au code génétique de l'Europe continentale ; c'est, lui aussi, un produit d'importation – je dirais même que c'est un produit colonial.

Et donc ce titre, *Le Mur de l'Ouest n'est pas tombé*, c'est pour alerter mes lecteurs et, je l'espère, l'opinion française sur ce fait qui m'apparaît aveuglant. La chute du Mur de Berlin, ce devait être la liberté pour l'Europe et c'était cette formidable idée d'une Europe réconciliée, libre de son destin, mais derrière ce Mur, un autre mur, qui est beaucoup plus mental, culturel et financier qu'il n'est physique, s'est bâti : c'est le mur de l'intérêt national américain qui coupe l'Europe en deux et qui, quelque part, fait de l'Europe de l'Ouest un territoire à coloniser et un territoire qui est déjà pris, dans nos têtes, dans nos esprits et dans nos débats politiques.

E.B. : *Donc pour vous, ce mur de l'Ouest sépare l'Amérique du reste du monde ?*

H.J. : Non, ce mur c'est le mur que nos amis américains, l'intérêt national américain, est en train d'édifier au cœur même de l'Europe pour séparer l'Eurasie en deux. Pour le dire de manière très schématique : on a aujourd'hui deux schémas géopolitiques extraordinairement intéressants qui sont en train de s'affronter :

- on a le schéma de l'unité du continent asiatique, tel que l'envisage la Chine, à travers ses projets fantastiques de Route de la Soie, son *China's Belt* ; c'est le plus gros projet d'infrastructure jamais conduit au monde ; ils sont en train de rêver d'une unité territoriale de l'Eurasie : par des pipe-lines, par des autoroutes, par des voies ferroviaires et aussi par le collier de perles des

ports. Vous savez que les ports ça part de Shanghai, ça part de Hong Kong, ça passe par Hambantota au Sri Lanka, par Karachi au Pakistan et ça aboutit au Pirée en Grèce. Nos amis chinois, avec quelques autres – la Russie joue naturellement sa part dans ce jeu – rêvent de reconstituer l'unité de ce continent eurasiatique et ils ont certainement en tête les échos de cet amiral anglais, Mackinder, qui disait, à la fin du XIXe siècle : « Qui tient le Heartland, l'Eurasie, tient le premier continent au monde et tient le monde. »

- Nos amis américains ne sont pas en reste. Eux aussi ont une vision géopolitique très claire, c'est de couper ce continent en deux : d'un côté, l'accord transpacifique et on tourne l'Asie du Sud-Est vers le Pacifique et vers les Etats-Unis, vers la côte Ouest ; de l'autre côté, on enrôle l'Europe de l'Ouest dans un conflit larvé mais dont la mise monte semaine après semaine contre la Russie...

E.B. : *Avec le conflit ukrainien...*

H.J. : ...avec le conflit ukrainien, notamment, avec ce projet qui... c'est le titre de mon livre : vous savez que les Ukrainiens projettent de construire un mur de 1.200 km de long pour se séparer de l'Est, mur qui, s'ils étaient raisonnables, devrait d'ailleurs séparer la partie orthodoxe de l'Ukraine de la partie catholique ou de la partie tournée vers l'Europe puisque c'est probablement là qu'est la vraie rupture au sein d'une entité ukrainienne qui n'a probablement d'existence que le nom.

Nos amis américains ont très bien vu qu'en attisant des foyers de conflit, en envoyant leurs troupes, en envoyant leurs blindés, aujourd'hui prépositionnés en Pologne – il y a des troupes qui viennent de Fort Hood (Texas) qui sont positionnées dans les Etats baltes – ils étaient en train de recréer un mur qui doit enrôler l'Europe de l'Ouest derrière leur propre intérêt géopolitique et la séparer radicalement de son Est profond.

Nous n'avons pas l'Europe de l'Atlantique à l'Oural et nous avons encore moins l'Eurasie de Brest à Pékin. Eh bien ces deux schémas politiques s'affrontent aujourd'hui.

E.B. : *Ce que vous expliquez on le retrouve également dans la pression que les Etats-Unis peuvent mettre à divers moments sur les échanges gaziers, notamment avec Turkish Stream, qui a été empêché, et également l'autre, South Stream...*

H.J. : South Stream a été empêché, Turkish Stream c'est plus compliqué. Mais je ne serais pas étonné que, dans les troubles qui agitent aujourd'hui la Macédoire, dans les débats qui aujourd'hui réunissent et les Grecs et l'Union européenne, avec le contrôle de la troïka du FMI, etc., je ne serais pas étonné que nos amis américains jouent une fois de plus le jeu : couper l'Europe de ses approvisionnements évidents à pas cher et qui, c'est vrai, introduisent un lien géopolitique fort avec la Russie. On voit bien qu'on est là dans un grand jeu. Ce qui m'étonne, c'est qu'on s'en étonne.

Les règles de la force, de la puissance et de l'intérêt sont de toujours. J'essaie d'alerter dans ce livre sur des idées reçues qui sont des idées fausses et notamment l'idée selon laquelle l'indépendance et la souveraineté nationales ça ne compte plus ; l'idée selon laquelle la force et la puissance n'ont plus de rôle à

jouer dans le monde qui vient ; l'idée selon laquelle la préférence nationale, l'intérêt national ont disparu. Quelle plaisanterie ! Enfin ! Un Chinois est préféré par le gouvernement chinois à tout autre partout dans le monde ! Quand vous êtes citoyen américain, ça veut dire quelque chose partout dans le monde, parce que vous savez que votre gouvernement, première puissance mondiale, est derrière vous, où que vous soyez dans le monde. Pourquoi est-ce que la France, ou d'autres pays européens, au terme d'une *sidération* intellectuelle que je ne m'explique pas, seraient les seuls à ne pas vouloir de préférence européenne ou de préférence nationale ? Comment est-ce qu'on peut s'imaginer, notamment en France – rappelons le général De Gaulle : La France est « fille de l'épée », la France a conquis son indépendance, la France a assuré ses frontières, la France a garanti sa souveraineté par la force des armes –, par quelle utopie invraisemblable se persuade-t-on que la force et la puissance ne comptent plus, dans un monde où, à nos portes mêmes, tout devrait nous rappeler que la force militaire est la seule garante de l'indépendance et de la liberté ?

E.B. : *Est-ce une utopie, justement, ou une forme de manipulation mentale parce que, si on comprend ce que vous nous expliquez, on a l'impression que la majeure puissance de ce fameux mur de l'Ouest réside dans le fait que, contrairement au Mur de Berlin, ce ne soit pas un mur physique...*

H.J. : C'est un mur moral, un mur psychologique et mental. Il y a beaucoup de briques à ce mur. La première brique c'est que les Européens, sans équivalents dans le monde, ont avalé l'idée que la société de l'individu c'était la société idéale, que les droits de l'homme mettaient fin au politique. Je crois d'ailleurs que le réveil est proche parce qu'on se rend compte tout simplement que l'Etat de droit c'est la mort de l'Etat et que la société de l'individu c'est la mort de la société. Et je crois que l'opinion européenne, en particulier l'opinion française, est en train de se rendre compte que la société des droits de l'homme aboutit à donner un chèque en blanc à n'importe quel individu, à la société de l'honorer sans limite. Il ne peut pas y avoir de société des droits de l'homme s'il n'y a pas aussi une société des droits collectifs, avec des droits à la sécurité culturelle, à la sécurité environnementale, à la sécurité religieuse et, quelque part, morale. Et je crois qu'il faudra équilibrer les droits individuels par les droits des collectivités à persévérer dans le temps, à se transmettre et puis à conserver leur histoire.

Deuxième élément de cette anesthésie mentale, c'est l'immense talent, et ce livre, non seulement n'est pas américain, mais je propose même que la France et l'Europe s'inspirent beaucoup plus des pratiques américaines : nos amis américains savent merveilleusement nous vendre dans des paquets-cadeaux très bien enrobés ce dont ils ne veulent absolument pas pour eux :

- Prenez le libre-échange : il n'y a pas de pays plus protectionniste, au niveau des échanges financiers, au niveau de la gestion de son épargne, que les Etats-Unis. Ils savent merveilleusement bien nous vendre la liberté des capitaux et la liberté des marchés ;
- Prenez un autre exemple : le libre-échange, c'est la paix. Le libre-échange est vendu par les Etats-Unis comme étant la perspective du désarmement mondial. En réalité, quand vous regardez la lettre de mission de l'armée américaine, vous voyez que, tout en haut de la mission de l'armée américaine, il y a « intervenir partout sur les terres et sur les mers pour

protéger la liberté des échanges ». Ça, c'est la liberté des échanges à la pointe du fusil au bout du canon du temple.

Et donc arrêtons de nous bercer d'illusions. Sortons de cette espèce d'anesthésie. Sortons de ce décervelage, reprenons notre destin en mains. Et je crois que ce livre est d'abord un appel à sortir de ces idées qui nous privent de notre ressource première qui est notre liberté de pensée. Retrouvons la liberté de débattre. Retrouvons la liberté de pensée. Retrouvons cette ressource essentielle de l'Occident et de l'Europe qui a fait l'extraordinaire aventure de l'Europe et qui a été formulée par Nicolas Machiavel : « *La verità effettuale della cosa* ». Essayons de regarder non pas ce qu'on nous dit qu'il faut voir. Essayons d'aller à la vérité même des choses. On découvrira que ça n'en est pas fini de la force et de la puissance. On découvrira qu'on est dans un monde dangereux ; probablement, après les fantaisies et l'aventurisme stratégiques américains, on est dans un monde bien plus dangereux qu'il ne l'était il y a vingt ans. Cessons de croire que nous sommes en sécurité. Nous sommes un continent vieux, riche et vide, et nous sommes un continent menacé.



E.B. : *Vous avez le sentiment qu'aujourd'hui nos populations, les populations européennes, ont l'impression d'être en sécurité ?*

H.J. : Je crois qu'il y a un énorme écart entre la perception... les Français ont une longue histoire, les Français ont une longue tradition d'Etat, les Français sont riches au monde, aussi ; les Français, par rapport à d'autres, regardent ce qui se passe dans le monde. Je crois que les Français, à titre individuel et familial, sont inquiets ; ils sentent bien la situation mais je ne trouve aucune expression politique à cette inquiétude. Tout se passe comme si la classe politique, à peu près toutes tendances confondues, vivait dans le monde du passé : Français, dormez tranquilles, nous nous occupons de tout. Ce livre est un appel à dire : Français, réveillez-vous ! Votre indépendance, c'est vous qui la prendrez. Vous êtes dans une situation où la résistance s'impose et vous devez redécouvrir les vieux mots oubliés, qui sont tout simplement le mot de « liberté », le mot de « souveraineté » et j'ajouterai aussi, entre Françaises et entre Français, le si beau, si vieux mot républicain qu'on emploie si peu aujourd'hui, qui est le mot de « fraternité ». Quand on sait dire « nous », quand on sait se prononcer ensemble

sur qui l'on est, certain de son histoire, certain de sa vision de l'avenir, eh bien on est capable d'agir. Et ce livre est un appel à retrouver ce capital essentiel de la France et de l'Europe dans le passé qui est tout simplement la liberté politique. Si je vous disais en termes – pardon de faire référence au fondateur du libéralisme... je crois qu'il faut revenir à avant Benjamin Constant : Benjamin Constant a dit que « la liberté de l'individu, voilà la liberté des modernes ». Je crois que nous en avons fait le tour. Nous sommes en train de redécouvrir que la liberté de l'individu dont on nous vend monts et merveilles ça peut être tout simplement le désarmement politique, qui ouvre sur l'esclavage et sur la colonisation.

Si nous voulons retrouver notre liberté et notre indépendance, nous devons retrouver la liberté de décider nous-mêmes de notre destin. Ça, ça s'appelle la liberté politique. Ça veut dire des frontières, ça veut dire une identité et ça veut dire le fait de pouvoir dire « nous » parce que nous considérons que, par rapport au reste du monde, par rapport à ceux qui sont « les autres », eh bien nous avons une partie qui est la nôtre à jouer, nous savons nous définir, nous savons ce que nous voulons réaliser ensemble.

E.B. : *Vous parlez beaucoup des Etats-Unis comme finalement la cause principale de nos maux. Est-ce que vous iriez jusqu'à reprendre à votre compte le titre de Robert Aron, Le Cancer américain ? Est-ce que vous iriez même – vous l'avez sous-entendu, je crois – jusqu'à dire que l'Union européenne est devenue une colonie nord-américaine ?*

H.J. : Mentalement, culturellement, c'est certain. Je salue la production, notamment cinématographique audiovisuelle française, parce qu'il y a une exception française dans ce domaine – elle est menacée, d'ailleurs ; on pourrait y revenir – mais enfin, comme le dit très bien la déléguée à l'intelligence économique Claude Revel : « Dans le passé, 80% des idées qui ont façonné le monde étaient d'origine européenne ». Je constate avec regret, notamment dans le monde du *management*, mais aussi dans le monde de la défense et de la géopolitique, et aussi dans le monde de la politique tout court, qu'aujourd'hui nous sommes envahis de concepts d'origine américaine et de concepts dont je voudrais souligner qu'ils ne sont pas les nôtres, parce que la différence entre la situation politique, la vision politique des Européens et celle des Etats-Unis est si considérable que je crois qu'il faut abandonner le mot d' « Occident ». Le mot d' « Occident » était très employé : il est employé contre nous parce que l'Occident est perpétuellement accusé de vouloir mener des croisades ; il est employé aussi par ces grands amis qui nous veulent du bien quand ils veulent nous enrôler dans leur camp ; nous sommes des Occidentaux et c'est ce que Hubert Védrine dénonce sous le mot d' « occidentalisme ».

Il y a beaucoup de différences entre nous et les Américains. La plus violente, et là je vais être très direct : les Américains sont des colons qui ont exterminé leurs indigènes. Je suis un indigène de cette terre et des miens, et je n'ai pas envie d'être parqué dans une réserve. C'est une différence majeure en termes de conditions politiques. Et, par exemple, il est clair que les mots de « migrants », la doctrine sur l'immigration, l'emploi de mots comme « invasion », « clandestins », etc, ne peuvent pas avoir le même sens aux Etats-Unis, terre de colons qui ont exterminé les indigènes pour leur voler leurs terres et leurs ressources, qu'en Europe, où la majorité des Européens demeurent des indigènes de leur terre et des leurs qui ont envie d'y demeurer.

Je crois que le second écart, qui est tout à fait considérable : la France, l'Europe, se sont bâties sur la primauté du politique par rapport à l'économie – un peu comme les Japonais, d'ailleurs. Notre société, notre culture, notre identité sont plus importantes que l'économie et je partage cette conviction, avec la plupart des grands décideurs politiques français ou européens : l'économie ne répond jamais aux questions fondamentales de l'être humain qui sont des questions d'identité, qui sont des questions de société et qui sont des questions de liberté de son destin. Les Etats-Unis sont bâtis sur une croyance totalement différente : l'économie *fait* société. C'est pourquoi, par exemple, nous avons des conceptions de la justice et du droit complètement différentes. Aux Etats-Unis, ce qui est juste, c'est ce qui va être favorable à la croissance économique. En France, la justice – jusqu'ici au moins – était au-dessus des intérêts économiques.

Puis le troisième écart – et je ne vais pas aller beaucoup plus loin – qui est dramatique en termes de relations internationales, c'est la conviction des Américains que leur destinée manifeste fait d'eux des combattants du Bien et qu'en face d'eux ils n'ont pas des adversaires légitimes, légitimement détenteurs d'intérêts divergents, ils ne peuvent avoir que les forces du Mal. C'est pourquoi aujourd'hui nous n'avons plus de diplomatie et nous n'avons plus de relations internationales. Parce que, que se passe-t-il quand vous êtes les guerriers du Bien et qu'en face de vous vous avez les tenants du Mal ? Vous ne pouvez pas passer d'accord ou de contrat avec eux ; vous pouvez seulement les exterminer.

Nous assistons aujourd'hui (la France en donne malheureusement des exemples) à la fin de la diplomatie. Qu'est-ce qui rend possible aujourd'hui qu'un ambassadeur de France, nommé par je-ne-sais-quelle pochette surprise, arrive dans un des plus grands pays du monde et au bout de deux semaines dise : « C'est clair : je suis dans ce pays pour provoquer un changement de régime ». Cela devrait valoir son rappel immédiat. Or ce sont les fantaisies d'un ambassadeur français dans un des plus grands pays du monde à l'Est. Qu'est-ce qui peut expliquer qu'avant une conférence internationale de très haut niveau, où la France n'est qu'une partie prenante, la France s'engage publiquement en disant : « De toute façon on va faire capoter le traité, on va faire capoter l'accord à venir » ? Ce n'est plus de la diplomatie. Ce n'est plus la recherche d'un accord entre des intérêts légitimement opposés pour éviter la guerre, c'est simplement la croisade du Bon contre les Méchants.

Et je regrette qu'il y ait à cet égard une régression absolument considérable de la France qui se laisse prendre au jeu du bien et du mal, qui se laisse prendre au jeu des croisés américains, qui imagine qu'en Afghanistan, comme en Irak, comme en Syrie, comme ailleurs demain, tout simplement il s'agit de différencier les *good guys* et les *bad guys* et, une fois que vous savez qui sont les *bad guys*, il suffit de les exterminer. Ce n'est pas la vision que sa longue histoire donne à la France des relations internationales. C'est une vision qui ne respecte pas la souveraineté des nations, qui n'en a rien à faire du droit des peuples à l'autodétermination (rappelons-nous le vote massif de la population de Crimée pour le rattachement à la Russie – et comme ce sont des mauvais ils n'ont même pas le droit de voter) et on est sur une conception qui met fin à la diplomatie et qui met fin aux relations internationales. En gros, on est sur l'expression impériale d'une petite nation qui se prend pour le monde.

E.B. : *Je vais revenir sur le premier point que vous avez évoqué tout à l'heure. Vous avez parlé d'un chèque en blanc fait notamment aux immigrés. Aujourd'hui*

c'est une question qui tient une grand part de l'actualité : Est-ce que vous diriez que l'Europe désemparée l'est notamment à cause de cette colonisation mentale par les Etats-Unis que vous venez d'évoquer ?

H.J. : Voyons bien le logiciel mental des Etats-Unis : c'est une terre de colons ; les Etats-Unis ont été fabriqués par des populations d'origines très diverses dont la plupart ont fui leur pays soit à cause de la misère, par exemple les Irlandais, soit à cause de persécutions de nature religieuse (les Anglais, au tout début), soit tout simplement parce qu'ils cherchaient un avenir meilleur et une terre à occuper pratiquement sans limites : le *Go West* toujours mythique dans la conscience américaine. Nous sommes, nous, des terres occupées depuis très longtemps. Nous sommes, nous, des terres à peu près saturées d'hommes et façonnées par le travail humain, et donc le logiciel de départ est complètement différent.

La situation actuelle que nous ne voulons pas voir, elle est très simple : c'est que le trafic des êtres humains est en train de devenir la première activité criminelle au monde. Et je vais peut-être vous surprendre, parce que, quand on parle de trafic d'êtres humains, tout le monde dit : Effectivement, il y a ces passeurs, de l'autre côté de la Méditerranée, ou ailleurs, en Asie, en Afrique, qui font payer X milliers de dollars, X milliers d'euros le fait de faire passer, souvent les jeunes hommes, d'ailleurs, ou les jeunes femmes, les plus doués, les plus débrouillards, les plus volontaires d'une communauté vers les rives enchantées de l'Europe. Vous savez que c'est devenu beaucoup plus compliqué que ça. Déjà ce business est considérable : ce sont des centaines de milliards de dollars. Mais ce qu'on découvre, jour après jour, c'est que ça va beaucoup plus loin. L'une des premières ressources de pays comme le Maroc, et combien d'autres, ce sont les remises de chèque de résidents à l'étranger. En gros, ce sont les transferts d'argent qu'envoient au pays ceux qui ont réussi à trouver un emploi ou ceux qui ont réussi à cumuler les différentes formes d'assistance en France, en Grande-Bretagne ou ailleurs. Eh bien vous savez que dorénavant les passeurs ne se rémunèrent plus seulement sur les passages mais ils exigent, pendant des années, que la famille qui reçoit des chèques de l'étranger ou qui reçoit les transferts par Western Union, leur donne 20, 30% de ces transferts ; jusqu'à 40% par mois de ces transferts retournent ainsi au passeur !

Et donc c'est clair : nous sommes en train, avec un aveuglement sidérant, de créer la première industrie criminelle au monde. Et si les choses se passent comme elles doivent se passer, c'est-à-dire si l'Etat islamique est proclamé en Libye, si l'Etat islamique, qui va commencer sur à peu près 200 km de côtes, réalise certains de ses objectifs, notamment celui de s'étendre à plusieurs centaines de kilomètres de côtes, il faut être clair : au sud de la Méditerranée nous aurons un business du trafic des êtres humains qui va représenter des milliards de dollars ou des milliards d'euros et qui va créer des fortunes inconcevables, notamment pour ceux qui savent faire passer le désert saharien aux milliers, dizaines de milliers, centaines de milliers de migrants qui fuient les conditions...- l'Erythrée est un camp de concentration à ciel ouvert - mais enfin, ce qu'on aperçoit très vite c'est que l'angélisme du sans-frontiérisme, cette idéologie selon laquelle il n'y a plus de frontières, tous les hommes sont les mêmes et n'importe qui peut aller chercher son destin là où il le veut, est tout simplement en train de créer la première industrie du crime organisé au monde. Je crois que l'opinion en est déjà consciente ; je crois que l'opinion, anesthésiée, paralysée et censurée, ne parvient pas à se faire entendre sur ce sujet mais nous

allons payer très cher la faute incommensurable de notre intervention en Libye. Nous allons payer très cher notre aveuglement absolu sur le fait que nos systèmes sociaux, notre solidarité nationale, notre mutualité nationale dont nous sommes fiers, et à juste titre, ne tient que si nous savons tenir nos frontières, tout simplement parce qu'une mutualité ouverte est une mutualité morte.

Ce que je suis en train de dire – et j'aimerais savoir plus précisément la part que jouent nos grands amis du *Wall Street Journal* et d'outre-Atlantique –, c'est que le sans-frontiérisme, la doctrine mondialiste et l'idée selon laquelle chaque individu peut aller chercher son destin là où bon lui semble, c'est tout simplement la mort programmée de l'ensemble de nos systèmes de sécurité sociale et de protection sociale.

E.B. : *Alors si on revient à ce concept de mur de l'Ouest, est-ce que vous considérez que l'affaiblissement de l'Union européenne aboutit finalement à un nouveau monde multipolaire ou, au contraire, à un monde bipolaire, avec, de chaque côté, essentiellement deux parties totalement organisées à cause de l'hégémonie américaine ?*

H.J. : Ce livre est un appel à un monde multipolaire et ce livre est un appel absolument pas antiaméricain, c'est simplement...

E.B. : *On voit par exemple l'avènement des BRICS, notamment la puissance de la Russie qui tente de s'imposer, encore aujourd'hui, qui cherche à faire encore un bras de fer. Alors, peut-on, véritablement, considérer qu'il y a les Etats-Unis et le reste du monde, ou peut-on quand même considérer qu'il y a de plus en plus de puissances, avec des influences, certes, inégalées mais qui ont quand même un rôle dans le monde d'aujourd'hui ?*

H.J. : Chère Elise, je serai prudent pour parler des BRICS. Vous savez que les BRICS c'est une invention d'un brave gérant de fonds de Goldman Sachs qui cherchait une idée nouvelle. C'est une idée qui a formidablement bien marché mais j'aimerais vous retourner la question :

Essayez de m'expliquer ce qu'il y a de commun entre des pays totalement neufs comme le Brésil, comme l'Afrique du Sud, de très vieux pays qui reprennent peu à peu leur place dans la carte du monde, la Chine et l'Inde, et puis un pays comme la Russie qui ne vit, à peu près exclusivement, que sur ses matières premières et dont – c'est clair – le principal élément du rayonnement dans le monde c'est tout simplement qu'avec les Etats-Unis il détient à peu près la moitié des armes nucléaires existant au monde. Il n'y a rien de commun entre ces pays, et d'ailleurs les trajectoires aujourd'hui sont en train de diverger puisque le Brésil est sorti du monde de la croissance – pour être clair : ça ne va pas bien au Brésil –, puisque l'Afrique du Sud est peut-être en train de s'enfoncer dans un monde de crise que certains prédisent depuis longtemps, peut-être même de guerre civile, alors que la Chine continue, quoi qu'on en dise, une avancée à peu près sans égale dans l'histoire de l'économie et que l'Inde est en train, à sa manière, sous l'égide d'un premier ministre qui réalise une synthèse improbable entre l'Hindutva, la voie traditionnelle de l'Inde, donc la singularité hindoue, et puis l'appel à la croissance : il réalise une trajectoire pour l'instant relativement étonnante. Donc il n'y a pas d'homogénéité des BRICS.

Ce livre c'est un appel à ce que l'Europe prenne pleinement sa place dans le monde. C'est même un appel plus précis à ce que toute puissance dans le monde

alliée à l'Europe soit plus puissante que les Etats-Unis. Je crois que la situation actuelle est totalement instable parce qu'aujourd'hui, quoi qu'on en dise, on continue à avoir une hyperpuissance américaine. Aucune puissance, même avec des alliés, n'est capable de rivaliser avec les Etats-Unis.

Je pense que l'Europe aurait tout à gagner à s'affirmer comme puissance indépendante, capable de participer à ce jeu de bascule. Simplement on ne va pas vers ça : on va vers une Europe asservie, enrôlée au service de l'intérêt national américain ; on va vers une Europe qui accepte de fait des partages industriels – on le voit bien avec la liquidation du nucléaire français ; le rachat par General Electric de la branche Turbine Energie d'Alstom, c'est tout simplement le fait que le nucléaire français a perdu son indépendance, puisque, pour l'entretien de nos équipements nucléaires, il faudra passer par un acteur industriel nord-américain qui naturellement obéira aux embargos américains et à l'intérêt national américain. C'en est fini de la grande industrie nucléaire française et, quelque part, en ce jour du 18 juin, il faut signaler que c'en est fini de l'indépendance nucléaire de la France par cette opération...

E.B. : *Qui aurait pu rester européenne...*

H.J. : qui aurait pu rester européenne. Il faudra certainement un jour s'interroger sur les responsabilités, s'interroger sur les complicités et, peut-être même, si l'indépendance stratégique de la France était en cause, il faudrait même s'interroger sur des actes de trahison.

Si je poursuis là-dessus, la démarche d'une Europe qui accepte l'enrôlement, qui laisse Bruxelles portes grandes ouvertes au lobby américain, qui se laisse dicter ses régulations financières, qui laisse dicter ces régulations aux banques et aux assurances par des Etats-Unis qui ne vont pas les appliquer, qui ne vont pas appliquer les règles qu'ils dictent à l'Europe, ça veut dire tout simplement que l'Europe est en train de se laisser embrigader dans un monde duopolaire :

- d'un côté, on a la Chine, qui est en train de rallier sa partie du monde – et on voit bien les contrats et les liens de toute nature qui sont en train de lier la Russie, la Chine et quelques autres (je pense au Kazakhstan, je pense notamment à une partie de l'Asie Centrale) ;
- et le bloc faussement appelé, à tort selon moi, « occidental » auquel, pour des raisons diverses – notamment un élargissement mal conduit et beaucoup trop rapide – l'Europe est en train de se rallier.

Je ne pense pas que la France trouve son compte dans ce jeu. Je ne pense pas que la France, qui reste avec la Grande-Bretagne la seule puissance européenne qui a une présence au monde partout dans le monde, je ne suis pas sûr qu'on y trouve notre place.

Et je vais vous faire une proposition très concrète :

La Grande-Bretagne a ouvert une brèche. La Grande-Bretagne a dit : les stupidités de l'Union européenne, si fortes, si ennuyeuses dans les petites choses, si faibles dans les grandes, et le vide stratégique européen, ça suffit ! Il faut soit procéder à une refondation de l'Europe, soit nous sortons. Eh bien je pense que la France devrait saisir l'occasion : pas du tout pour s'aligner sur l'intérêt britannique mais pour dire « Les Britanniques ont raison ». Il faut poser

le crayon. Il faut récrire les fondations de l'Union européenne parce que ça ne marche pas et c'est en train d'exploser. Je pense que si on ne le fait pas maintenant nous allons vers des échéances beaucoup plus graves dans les années à venir. J'ai suffisamment salué la paix en Europe, j'ai suffisamment salué les formidables facilités de vie qu'ont données les avancées de l'Union européenne pour ne pas dire que, aujourd'hui, si la France – et elle serait suivie par d'autres – ne profite pas de la brèche ouverte par la Grande-Bretagne en disant : « Nous sommes d'accord ; il faut poser le crayon, il faut récrire un certain nombre de choses... »

E.B. : *Sur quelles bases alors ?*

H.J. : Par exemple, il faut évidemment redonner une légitimité démocratique aux décisions européennes. On ne peut pas supporter un certain nombre de décisions, dans le domaine de l'agro-alimentaire, par exemple. C'est pratiquement écrit directement par Monsanto, par Syngenta, par les industriels de la chimie et des semences et par des industriels de la mort du vivant. On ne peut pas supporter que les commissions sanitaires, qui doivent travailler sur ce que vous mangez, sur ce que nous buvons tous les jours, se voient pratiquement dicter leurs recherches et leurs conclusions par l'industrie chimique. Bref, il faut récrire tout ça. Il faut donner de la légitimité démocratique aux décisions européennes, il faut réinventer le principe de subsidiarité...

E.B. : *Faudrait-il avancer, par exemple, sur une uniformisation économique, sur une uniformisation de la défense, ce que nous avons d'ailleurs maintes et maintes fois évoqué ?*

H.J. : Elise, la règle devrait être très simple. Le général De Gaulle l'avait très bien formulée quand il s'élevait devant « les européistes », et cet espèce de complot ourdi outre-Atlantique de ceux qui voulaient détruire les nations, détruire les peuples européens pour faire l'Europe : « Il n'y aura d'Europe que si les peuples européens s'y retrouvent et si les peuples européens la veulent. » Or, je constate aujourd'hui que la majorité des peuples européens se détournent non pas de l'Europe mais de cette fantasmagorie de l'Union européenne, monstre bureaucratique, monstre d'irresponsabilité et construction antidémocratique, s'il en est. Le risque est grand que tout cela explose si l'on ne fait rien et la France devrait saisir cette occasion pour dire : On pose les crayons, on rebâtit les fondations, on rétablit les modes de fonctionnement. Je ne suis pas sûr qu'il ne faille pas supprimer la Commission telle qu'elle est. Je ne suis pas sûr qu'il ne faille pas réancrer la légitimité du parlement beaucoup plus près des peuples, bref, ...

E.B. : *...et réduire à nouveau le nombre de pays ?*

H.J. : Alors, est-ce qu'on va vers un noyau dur ? C'est possible. Est-ce qu'on interroge chacun, non pas simplement sur les sujets économiques, mais sur sa vision du rôle de l'Europe dans le monde, sur ses engagements dans le monde, par exemple sur sa volonté de mutualiser les dépenses militaires – puisque les expéditions heureuses de la France devraient être financées par les Européens, par tous ceux du moins qui veulent que l'Europe joue un rôle dans le monde et qui sont préoccupés de la paix en Europe, eh bien ils devraient partager une partie du budget militaire français. Ce sont des questions qu'il faudrait poser aujourd'hui. Il faudrait évidemment poser la question de la sortie de l'OTAN,

parce que l'OTAN, depuis la chute du Mur de Berlin, n'a plus aucun rôle à jouer sinon celui d'entretenir une agressivité contre l'Est et ressusciter le mécanisme de guerre froide. Il faudrait se poser la question d'une force européenne autonome. Bref, il faut reposer les crayons, récrire les fondations pour partir sur une nouvelle Europe. Sinon j'ai très peur que l'Union européenne ce ne soit le monde d'avant et qu'elle ne soit menacée d'explosion à assez court terme.

E.B. : *Merci beaucoup, Hervé Juvin.*

Polémia
1/10/2015

Hervé Juvin, *Le Mur de l'Ouest n'est pas tombé*, éditions Pierre-Guillaume de Roux (29 mai 2015), 288 pages.

Vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=uq6ayRA6e9E>

Voir aussi :

<http://www.polemia.com/le-mur-de-louest-est-pas-tombe-de-herve-juvin/>

<http://www.polemia.com/la-grande-separation-pour-une-ecologie-des-civilisations-de-herve-juvin/>